

Prise en charge sanitaire des personnes placées sous main de justice

Avant 1994: Assurée par l'administration pénitentiaire

Loi 18 janvier 1994: Transférée au service public hospitalier
(intégration au système de santé de droit commun)

Organisation des soins

- Relève des missions des ARS (loi HSPT du 22 juillet 2009)
- Directeur ARS désigne pour chaque établissement pénitentiaire un établissement hospitalier de proximité pour cette prise en charge

Prise en charge sanitaire des personnes placées sous main de justice

Instances de contrôle et de coordination

	Contrôle	Evaluation/Coordination
National	IGAS	Comité interministériel
Régional	Inspecteur/contrôleur ARS	Comité Régionale santé justice
Départemental		Comité de coordination